



**Conseil d'administration
du Programme des Nations Unies
pour le développement, du Fonds
des Nations Unies pour la population
et du Bureau des Nations Unies
pour les services d'appui aux projets**

Distr. générale
1^{er} avril 2013
Français
Original : anglais

Session annuelle de 2013

3-14 juin 2013, New York

Point 6 de l'ordre du jour provisoire

Programmes de pays et questions connexes

**Cadre de résultats et d'allocation des ressources
du PNUD figurant dans le projet de descriptif
de programme commun de pays pour le Bhoutan,
2014-2018***

* Le PNUD, le FNUAP et l'UNICEF ont élaboré ensemble le projet de descriptif de programme commun de pays pour le Bhoutan, 2014-2018 (DP/FPA/OPS-ICEF/DCCP/2013/BTN/1). Le présent document est le cadre de résultats et d'allocation des ressources du PNUD figurant dans le projet de descriptif de programme commun de pays.



Annexe I

Cadre de résultats et d'allocation de ressources du PNUD pour le Bhoutan, 2014-2018

Approches du programme à travers trois résultats

1. Intégrer la gestion des ressources naturelles dans l'adaptation au changement climatique et l'atténuation de ses effets, avec un renforcement des liens entre l'environnement et la génération de revenus. Réduire les inégalités et accroître la résilience, lutter contre le sous-emploi – notamment pour les femmes des zones rurales – et le chômage des jeunes dans les zones rurales et urbaines, grâce à l'accès à la connaissance, aux ressources et aux marchés, en s'appuyant sur le développement de la chaîne de valeur et la diversification commerciale. Renforcer les capacités du gouvernement à gérer les risques associés au changement climatique et autres catastrophes.
2. En collaboration avec le gouvernement et les partenaires, aider à renforcer le cadre juridique et politique en faveur de l'égalité des sexes; renforcer les capacités d'institutionnalisation de l'égalité des sexes au sein des principales organisations gouvernementales et non gouvernementales; sensibiliser davantage le public à la violence sexiste et renforcer les capacités de coordination des prestataires de service grâce à des systèmes d'orientation améliorés; promouvoir la réinsertion économique des victimes, et encourager l'accès aux services de conseil et de soutien des pairs.
3. Aider à renforcer les finances publiques et les systèmes de gestion et de suivi des données, et promouvoir les démarches entreprises au niveau national et local en faveur de l'égalité des sexes, grâce à l'instauration d'une budgétisation soucieuse de la parité des sexes. Promouvoir la participation du public grâce au développement des capacités de la société civile. Renforcer les capacités des gouvernements locaux afin qu'ils puissent s'engager dans un développement, une planification et une mise en œuvre axés sur les droits, intégrant les priorités en matière de gestion des catastrophes et se conformant aux règles et réglementations. Promouvoir l'accès à la justice, notamment pour les personnes vulnérables, par le biais de campagnes de sensibilisation.

Priorités nationales : plein emploi; développement vert, résistant au climat; gestion durable des ressources naturelles; résilience aux catastrophes

Domaine(s) prioritaire(s) connexe(s) : éradication de la pauvreté; environnement et développement durable; gestion des risques de catastrophes.

Résultat 1, indicateurs

- a) Émissions totales de gaz à effet de serre. *Données de base* 2 085,84 Gg. *Cible* Neutre en carbone.
- b) Taux de pauvreté. *Données de base* Indice de pauvreté multidimensionnelle: 25,8 %; taux de pauvreté: 15 %; Coefficient de Gini: 0,35. *Cible* indice de pauvreté inférieur à 15 %; taux de pauvreté inférieur à 10 %; Gini: 0,3.
- c) Chômage et sous-emploi des jeunes (ventilés par sexe). *Données de base* Chômage des jeunes 7,3 % (femmes 7,2 %); sous-emploi 17,2 % (revenus mensuels inférieurs à Nu 1.000). *Cible* Chômage des jeunes: 5% (hommes et femmes); sous-emploi (à définir).
- d) Pourcentage des dépenses publiques consacrées à l'environnement et à la prévention des risques liés aux catastrophes. *Données de base* Ratio des dépenses publiques consacrées à l'environnement: 8,1 % pour 2009-2010; Catastrophes: 0,02 % du budget total du dixième plan. *Cible* 8,5 % (environnement); 0,03 % (catastrophes).

<i>Produits et indicateurs</i>	<i>Partenaires</i>	<i>Ressources</i>
Produit 1.1 Capacités accrues pour une gestion intégrée des ressources naturelles, capacités d'adaptation au changement climatique et atténuation de ses effets, et liens entre la pauvreté et l'environnement	<i>Central</i> : Commission nationales du bonheur brut et de l'environnement; Ministère des affaires économiques; Ministère du travail et des ressources humaines; Ministère de l'agriculture	Ordinaires 1 215 000 dollars
Indicateurs		Autres: 20 046 000 dollars
a) Nombre de foyers utilisant des fourneaux à rendement énergétique élevé <i>Données de base</i> 100. <i>Cible</i> 20 000.	<i>Local</i> : Département de la gouvernance locale, gouvernements locaux.	
b) Nombre d'industries, de services et de produits « verts » promus <i>Données de base</i> 0. <i>Cible</i> 5.		
Produit 1.2 Établissements nationaux et locaux mieux préparés, capables de réagir aux risques associés au changement climatique et autres catastrophes, et de les prévenir		

<i>Produits et indicateurs</i>	<i>Partenaires</i>	<i>Ressources</i>
<p>Indicateurs</p> <p>a) Pourcentage d'autorités municipales dotées de procédures normalisées pour se préparer et réagir aux catastrophes <i>Données de base 0. Cible 4 %</i></p> <p>b) Nombre de gouvernements locaux dotés de plans de gestion de catastrophes <i>Données de base 6. Cible 8</i></p> <p>Produit 1.3 Accroissement des opportunités commerciales en faveur des pauvres et tenant compte des sexes/spécificités</p> <p>Indicateurs</p> <p>a) Nombre de recommandations issues d'études diagnostiques sur l'intégration du commerce mises en œuvre <i>Données de base 0. Cible minimum 5.</i></p> <p>b) Nombre de produits/industries conformes aux normes nationales (label d'excellence et de qualité) <i>Données de base 23. Cible 30.</i></p> <p>Produit 1.4 Les jeunes, les femmes, les pauvres des zones rurales et les sous-employés ont accès à des emplois durables, ciblés sur les entreprises artisanales, ainsi que les petites et micro entreprises</p> <p>Indicateurs</p> <p>a) Nombre d'incubateurs d'entreprises opérationnels au niveau régional <i>Données de base 0 Cible minimum 3</i></p> <p>b) Nombre d'emplois créés par des entreprises adoptant des technologies ou des pratiques commerciales vertes <i>Données de base 0 Cible 50-100</i></p> <p>c) Pourcentage de villages dans le Programme de développement économique des zones rurales mettant en œuvre des activités génératrices de revenus durables et novatrices <i>Données de base 10 Cible 23</i></p> <p>a) Nombre de femmes rurales de cinq districts ciblés ayant des projets d'entreprise viables ou des nouvelles demandes de financement d'entreprise <i>Données de base environ 500 Cible (à définir)</i></p> <p>b) Nombre de partenariats avec la société civile pour la protection sociale et l'émancipation des groupes vulnérables <i>Données de base 4 Cible 5-8</i></p>	<p><i>Autres : Nations Unies et organisations non gouvernementales, médias, secteur privé et coopération Sud-Sud</i></p>	
<p>Priorités nationales : création d'un environnement non discriminatoire pour la participation et la responsabilisation des femmes; faire face aux besoins des groupes vulnérables</p> <p>Domaine(s) prioritaire(s) connexe(s) du PNUD : égalité des sexes et émancipation des femmes</p>		
<p>Résultat 3, indicateurs</p> <p>a) Nombre de lois et de politiques sensibles à la problématique hommes-femmes en place. <i>Données de base 0. Cible 3 (une loi; deux politiques).</i></p> <p>b) Pourcentage de femmes acceptant la violence conjugale. <i>Données de base 68 %. Cible 55 %</i></p> <p>c) Nombre d'observations de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes incorporées dans les lois et les programmes. <i>Données de base 0% (2014 soumission). Cible 80%.</i></p> <p>d) Adoption du projet de loi sur la violence conjugale. <i>Données de base</i> Projet de loi déposé au Conseil national. <i>Cible</i> Projet adopté et opérationnel.</p>		
<i>Produits et indicateurs</i>	<i>Partenaires</i>	<i>Ressources</i>
<p>Produit 3.1 Cadre juridique et politique renforcé pour la promotion des droits et la protection des femmes.</p>	<p><i>Niveau central</i> : Commission nationale pour les femmes et les enfants, Institut national</p>	<p>Ordinaires: 80 000 dollars</p>

Produits et indicateurs	Partenaires	Ressources
<p>Indicateur</p> <p>Ponctualité et qualité des rapports sur les observations finales de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (avec l'UNICEF). <i>Données de base</i> Septième rapport périodique. <i>Cible</i> Huitième rapport périodique, présenté intégralement et dans les délais.</p>	juridique, Ministère des affaires étrangères, Police royale du Bhoutan.	Autres: 620 000 dollars
<p>Produit 3.2 Intégration renforcée des questions de genre dans les principaux ministères, les organismes autonomes, les organisations non gouvernementales et les entreprises privées.</p>	<i>Niveau local</i> : gouvernements locaux; Département de la gouvernance locale	
<p>Indicateur</p> <p>Pourcentage de ministères clés, d'organismes autonomes, d'organisations non gouvernementales et d'entreprises privées ayant des stratégies d'intégration des questions de genre dotées en ressources <i>Données de base</i> 0. <i>Cible</i> 60 % (entités sélectionnées).</p>	<i>Autres</i> : organisations non gouvernementales, médias, organisations des Nations Unies, coopération Sud-Sud	
<p>Produit 3.3 Les garçons, les hommes, les filles et les femmes sont davantage sensibilisés et adoptent des attitudes positives en vue de prévenir et de combattre la violence sexiste.</p>		
<p>Indicateurs</p> <p>a) Nombre de centres de service (foyers, soutien communautaire, santé) proposant des services au niveau du district (avec le FNUAP) <i>Données de base</i> 1. <i>Cible</i> 4.</p> <p>b) Nombre de groupes de réseautage dotés de conseillers qualifiés (avec l'UNICEF) <i>Données de base</i> 0. <i>Cible</i> 5.</p> <p>c) Pourcentage d'hommes et de garçons engagés comme "champions" pour éliminer la violence sexiste <i>Données de base</i> 3 %. <i>Cible</i> 15 %.</p>		
<p>Priorités nationales : prestation améliorée des services publics, fonctionnaires motivés, et mise en œuvre d'un système de performance gouvernementale; démocratie et gouvernance renforcées; environnement non discriminatoire pour la participation des femmes; corruption réduite.</p>		
<p>Domaine(s) prioritaire(s) connexe(s) du PNUD : gouvernance démocratique</p>		
<p>Résultat 4, indicateurs</p>		
<p>a) Indice d'évaluation de l'intégrité nationale <i>Données de base</i> 7,44. <i>Cible</i> 10.</p> <p>b) Pourcentage de jeunes et de femmes (ventilé) ayant indiqué avoir participé à des décisions locales ou nationales <i>Données de base</i> aucun. <i>Cible</i> jeunes: 20 %; femmes: (à définir).</p> <p>c) Nombre de gouvernements locaux mettant en œuvre un budget sur la base des performances <i>Données de base</i> 4. <i>Cible</i> 221.</p>		
Résultats et indicateurs	Partenaires	Ressources
<p>Produit 4.1. Systèmes clés des établissements publics nationaux et locaux renforcés pour une gestion efficace des finances publiques, un suivi intégré des plans et des programmes, et une prise de décisions basée sur des données factuelles.</p>	<i>Niveau central</i> : Commission nationale du bonheur brut, Conseil national,	Ordinaires: 1 549 000 dollars
<p>Indicateurs</p> <p>a) Pourcentage d'institutions gouvernementales locales et nationales incorporant une planification et un budget sexospécifiques <i>Données de base</i> 0. <i>Cible</i> 70 %.</p> <p>b) Nombre d'établissements nationaux capables d'assurer une formation durable de haut niveau en recherche (méthodes, politique) <i>Données de base</i> 0. <i>Cible</i> plus de 1.</p> <p>c) Pourcentage de plans et de programmes publics incorporés dans le système national de planification et de suivi <i>Données de base</i> Aucun. <i>Cible</i> 100 %.</p>	Assemblée nationale, Administration royale de vérification des comptes, Ministère des finances, Commission électorale	Autres: 2 690 000 dollars

<i>Produits et indicateurs</i>	<i>Partenaires</i>	<i>Ressources</i>
<p>d) Nombre de bureaux, au niveau sous-national, dotés de personnel qualifié en matière de gestion et d'utilisation de données (avec le FNUAP et l'UNICEF) <i>Données de base</i> Aucun. <i>Cible</i> 205.</p> <p>Produit 4.2 Gouvernements centraux et locaux mieux à même de fournir des services publics efficaces et équitables.</p> <p>Indicateurs</p> <p>a) Réduction du délai moyen de traitement <i>Données de base</i> 7-30 jours sur 21 services. <i>Cible</i> 1-7 jours.</p> <p>b) Nombre de centres communautaires intégrés dotés de services fonctionnels en ligne <i>Données de base</i> 70. <i>Cible</i> 205.</p> <p>Produit 4.3 Les femmes et les jeunes ont plus d'occasions d'assumer des responsabilités, de participer à l'élaboration des politiques, et à la planification et la mise en œuvre des plans.</p> <p>Indicateurs</p> <p>a) Pourcentage de femmes, élues ou nommées, qui dirigent des comités <i>Données de base</i> Aucune. <i>Cible</i> 30 %.</p> <p>b) Nombre de recommandations faites annuellement par le biais des forums pour la jeunesse afin d'influencer les plans de développement nationaux et locaux (avec l'UNICEF) <i>Données de base</i> 2. <i>Cible</i> 5.</p> <p>Produit 4.4 Les médias et les organisations de la société civile sont davantage capables de promouvoir la participation des femmes et des hommes dans les prises de décisions publiques.</p> <p>Indicateurs</p> <p>a) Pourcentage de la population adulte ayant bénéficié d'une éducation civique (par sexe) <i>Données de base</i> 30 %. <i>Cible</i> 85 %.</p> <p>b) Nombre de professionnels des médias formés au rôle de promoteur de la démocratie (par sexe) <i>Données de base</i> Aucune. <i>Cible</i> (à définir).</p> <p>Produit 4.5 La population a un meilleur accès aux mécanismes formels et informels de recours judiciaire.</p> <p>Indicateur</p> <p>Pourcentage d'affaires résolues par le biais de modes alternatifs de règlement des conflits <i>Données de base</i> Aucun. <i>Cible</i> 20 %.</p>	<p><i>Niveau local</i> : Département de la gouvernance locale, gouvernements locaux.</p> <p><i>Autres</i> : Universités, groupes de réflexion, organisations non gouvernementales, médias, organisations des Nations Unies, Coopération Sud-Sud</p>	

Montant indicatif des ressources du PNUD pour la période 2014-2018

Ordinaires:	2 844 000 dollars
Autres:	23 356 000 dollars
Total:	26 200 00 dollars